

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ESQUENNOIS ENERGIES

NADARA
103A Avenue Henri Fréville
35200 Rennes

Références : IC-R/408/25-BV/SF
Code AIOT : 0005107590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement ESQUENNOIS ENERGIES implanté ... 60120 Breteuil. L'inspection a été annoncée le 30/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société NADARA exploite le parc éolien d'Esquennoy mis en service en 2009. Le parc est constitué de cinq aérogénérateurs Nordex N 90, d'une puissance unitaire de 2.5 MW. L'exploitation et le suivi technique est assuré par NADARA. La maintenance est assurée par Nordex.

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel des contrôles. La dernière visite d'inspection avait été réalisée en juin 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESQUENNOIS ENERGIES
- ... 60120 Breteuil
- Code AIOT : 0005107590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien d'Esquennoy, mis en service en juillet 2009, est constitué de cinq aérogénérateurs Nordex N 90, d'une puissance unitaire de 2.5 MW, d'une hauteur au moyeu de 100 m et d'un rotor de 90 m de diamètre.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions Constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
5	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
7	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
4	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
6	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011	Sans objet
9	Systèmes Instrumentés	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de sécurité		
10	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
11	Situations d'urgence	Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien d'Esquennoy respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié. Le suivi environnemental, réalisé en 2024 par le bureau d'études Sens of Life, est complet. Une écoute en hauteur a été réalisée au niveau de E1, permettant de caractériser l'activité chiroptère sur ce parc mis en service en 2009 au titre d'un permis de construire.

Vu la mortalité des oiseaux et des chiroptères, l'impact du parc éolien d'Esquennoy est considéré non significatif et ne nécessite pas de mesure complémentaire de bridage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions Constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions Constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les voies d'accès aux machines sont carrossables (chemins agricoles) et correctement entretenues. L'inspection a contrôlé particulièrement les éoliennes E3 et E5. Les plateformes sont entretenues par un agriculteur local dès que nécessaire. Concernant la plateforme E3 : L'inspection constate la présence d'un dispositif d'agrenage déposé par les chasseurs. Ce dispositif devra être éliminé. Au niveau de la plateforme intermédiaire du mât, un amoncellement de végétaux laisse penser à la création d'un nid pour l'avifaune. Concernant la plateforme E5 : pas d'observation particulière.

<p>Demande d'actions correctives : l'exploitant éliminera le dispositif d'agrenage en place sur la plateforme E3. Une expertise des végétaux sera réalisée par le bureau d'étude en charge du suivi environnemental pour déterminer si la présence de végétaux forme un nid, avant de procéder à son évacuation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant éliminera le dispositif d'agrenage en place sur la plateforme E3. Une expertise des végétaux présents sur la plateforme intermédiaire du mât de E3 sera réalisée par le bureau d'étude en charge du suivi environnemental, pour déterminer si la présence de végétaux forme un nid, avant de procéder à son évacuation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.</p> <p>Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. « Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière étude relative au suivi environnemental a été réalisée par le bureau d'études Picardie Nature en décembre 2014.</p>

Lors du suivi environnemental de 2014, aucune valeur de mortalité réelle n'avait été calculée.

Le bureau d'études Sens of Life a réalisé un nouveau suivi environnemental en 2024. Les conclusions de ce suivi restituées en août 2025 montrent un diagnostic plus complet des enjeux identifiés sur le site.

Un recensement des zones naturelles d'intérêt a été réalisé dans un rayon de 20 km.

Le suivi de mortalité est conforme au protocole ministériel publié en 2018 : 22 prospections réalisées entre les semaines 20 et 43. Le bilan de mortalité brute, constaté pour un passage hebdomadaire sur la période entre mai et octobre 2024, ne montre aucun cadavre de chiroptère mais six cadavres d'oiseaux, imputables aux éoliennes : 4 cadavres sous E3 et 2 cadavres sous E5, aucune mortalité sur E1, E2 et E4.

Des écoutes en hauteur ont été réalisées pour évaluer l'activité chiroptérologique sur E1 entre avril et octobre 2024. 90% des contacts de chiroptères se sont concentrés entre le 10 juillet et le 18 octobre 2024.

La majeure partie des contacts concerne la pipistrelle commune (83 %).

L'étude conclut à un impact non significatif au regard de la mortalité des oiseaux et des chiroptères.

Les données ont été versées sur Dépopbio sous le numéro de dossier 21508213.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Risques chroniques, Accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Un numéro à appeler pour s'identifier, donner la nature de l'intervention, afin de pouvoir accéder aux machines, est affiché sur un panneau fixe sur le poste de livraison et à proximité de la porte d'accès des machines.

Le turbinier Nordex est détenteur des clés permettant l'accès aux machines.

Le plan de communication d'intervention figure dans le plan de prévention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par son numéro de série. Un tableau de correspondance numéro de série/numéro de machine figure dans le plan de prévention.</p> <p>A proximité de la voie d'accès à la plateforme, un panneau indicatif précise les interdictions d'accès, les risques d'électrocution, les risques de projection de glace avec leur pictogramme. En cas d'anomalie, il est recommandé d'appeler les services de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Intérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé l'intérieur des machines E3 et E5. L'intérieur des aérogénérateurs est maintenu propre. Aucun matériaux combustibles ou inflammables n'est stocké dans les machines.</p> <p>L'inspection constate que le filtre situé sur la grille d'aération de la machine E5 est défectueux. Des trous de diamètre supérieur à 1 cm pourraient laisser passer des insectes de type frelon ou guêpe en mesure de réaliser des nids.</p> <p>Demande d'action corrective : contrôler les filtres des grilles d'aération sur les machines E1, E2 et E4. Remplacer le filtre sur E5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Contrôler les filtres des grilles d'aération sur les machines E1, E2 et E4. Remplacer le filtre sur E5.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Essais annuels des arrêts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les rapports des tests fonctionnels des dispositifs de sécurité, réalisés respectivement sur E3 le 05 mai 2025 et sur E1 le 08 avril 2025. Tous les tests de mise à l'arrêt, arrêt d'urgence et survitesse ont été réalisés sur les machines.</p> <p>L'inspection a contrôlé la méthodologie en place pour les essais de survitesse. Afin de pouvoir réaliser le test de survitesse en grandeur réelle, le turbinier réduit la valeur de fréquence de déclenchement du dispositif de survitesse puis redémarre la machine pour réaliser le déclenchement.</p> <p>L'inspection a examiné les rapports réalisés sur les machines E1 et E3. Les tests sont conformes à la prescription de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 27 août 2011 modifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des brides et du mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et du mât
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
Constats :

<p>Le registre de maintenance indique, pour le contrôle des brides mât et pales, une fréquence de 3 ans ou 1/3 annuel.</p> <p>La méthode indiquée précise : "<i>Contrôle d'une sélection de vis avec application du couple de serrage correct</i>"</p> <p>L'inspection a demandé à l'exploitant et au turbinier présent la méthodologie appliquée au parc éolien d'Esquennoy.</p> <p>Personne n'a été en mesure de détailler la méthodologie appliquée (clé dynamométrique, taping, nombre et positionnement des boulons contrôlés).</p> <p>Demande de justificatif : l'inspection demande un rapport détaillé de la méthodologie mise en œuvre pour assurer le contrôle du serrage des brides mât et pales ainsi que le rapport de contrôle de serrage détaillé de E1 et E3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande un rapport détaillé de la méthodologie mise en œuvre pour assurer le contrôle du serrage des brides mât et pales ainsi que le rapport de contrôle de serrage détaillé de E1 et E3.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Contrôle visuel des pâles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des pâles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle visuel des pâles est réalisé tous les six mois par la société NADARA, de deux manières différentes.</p> <p>Un contrôle visuel par drone a été réalisé le 18 mars 2025.</p> <p>Un contrôle visuel à la longue vue a été réalisé le 10 septembre 2025.</p> <p>Le turbinier (NORDEX) effectue un contrôle visuel des pâles durant la visite annuelle.</p> <p>L'inspection a examiné les rapports réalisés sur les machines E1 et E4 ainsi que le rapport NORDEX .</p>

<p>Demande d'action corrective : les rapports de contrôle visuel réalisés par NADARA sont rédigés en anglais. Le rapport liste les points particuliers de chaque pale. Il n'y a pas de synthèse générale sur les points qui nécessitent des actions correctives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les rapports de contrôle visuel réalisés par NADARA doivent être rédigés en français. Pour les prochains contrôles, une synthèse générale sur les points qui nécessitent des actions correctives est nécessaire pour que l'inspection puisse évaluer l'état général des pales.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 9 : Systèmes Instrumentés de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>La liste des systèmes instrumentés de sécurité mise à jour au 11 juillet 2025 a été présentée à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Registre de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre de maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon</p>

fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'exploitant a présenté les registres de maintenance 2024 et 2025 sur lesquels sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées.

L'exploitant a présenté le registre informatique de suivi des opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, le lien vers le rapport réalisé, les observations concernant les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence

Prescription contrôlée :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :

- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;
- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.

Constats :

En cas de détection d'un fonctionnement anormal d'un aérogénérateur, plusieurs dispositions sont en place.

L'exploitant a mis en place dans chaque aérogénérateur deux détecteurs incendie, un au pied de la machine (au dessus du convertisseur) et un autre dans la nacelle. Ces détecteurs sont reliés à l'astreinte 24h/24 de NADARA.

En cas de détection incendie, une levée de doute est assurée par l'agriculteur qui assure le contrôle visuel des installations la première et la troisième semaine de chaque mois.

L'agriculteur a la visu sur le parc depuis le siège de son exploitation. En cas de fonctionnement anormal d'un aérogénérateur, il prévient immédiatement l'astreinte qui est en mesure d'arrêter les machines.

La société NORDEX a également la possibilité de prendre la main sur les machines en cas de fonctionnement anormal.

Les procédures permettent la mise à l'arrêt d'une machine en moins de 60 minutes.

Type de suites proposées : Sans suite